



PREFECTURE DU LOIR-ET-CHER

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Maintenance des installations de détection intrusion, de
vidéoprotection et de contrôle d'accès
des services de la Préfecture du Loir-et-Cher

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Référence : 2024_41_ANTI-INTRUSION

Marché passé en vertu des articles R. 2124-2, R. 2131-16, R. 2152-2, R. 2152-6 et R. 2152-7, R. 2161-6 à R. 2161-11, et R. 2162-1 à R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Pouvoir Adjudicateur : L'État

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur le Préfet du département du Loir-et-Cher

Ce document comporte 21 pages et son annexe :

Table des matières

Table des matières

Article 1 : PRÉAMBULE.....	4
Article 2 : OBJET DU MARCHÉ.....	4
Article 3 : FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
Article 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 6 : DURÉE DU MARCHÉ.....	5
6.1. Durée Du marché.....	5
Article 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	5
7.1. Notification du marché par le service bénéficiaire.....	5
7.2. Forme du marché à procédure adaptée.....	5
7.3. Bons de commande.....	6
7.3.1. Maintenance préventive et conduite d'exploitation.....	6
7.3.2. Maintenance corrective.....	6
7.3.3. Contenu du bon de commande.....	6
7.4. Adjonction ou retrait d'équipement en cours d'exécution.....	7
7.5. Retrait de sites et/ou de bâtiments en cours d'exécution.....	7
7.6. Exigences relatives à l'exécution des prestations.....	7
7.6.3. Inventaire quantitatif et qualitatif des installations maintenues.....	7
Article 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	8
8.1. Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire.....	8
8.2. Obligation d'information auprès du service bénéficiaire.....	8
8.3. Obligation de confidentialité.....	8
8.4. Mesures de sécurité.....	8
Article 9 : ADMISSION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	9
9.1. Maintenance préventive.....	9
9.2. Maintenance corrective.....	9
9.3. Réception des prestations.....	9
9.4. Garantie et délai de garantie.....	10
Article 10 : PÉNALITÉS.....	10
10.1. Régime d'application des pénalités.....	10
10.2. Pénalités pour retard d'intervention lors de l'opération de maintenance préventive.....	10
10.3. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations correctives.....	10
10.4. Retard dans l'établissement d'un devis (Article 2.4.4. du CCTP).....	10
10.5. Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.....	11
10.6. Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail.....	11
10.7. Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....	11
Article 11 : PRIX.....	11
11.1. Contenu des prix.....	12
11.2. Prestations de maintenance préventive.....	12
11.3. Prestations de maintenance corrective.....	12
11.4. Contenu du devis produit par le titulaire.....	13
Article 12 : RÉVISION DES PRIX.....	13
Article 13 : PAIEMENTS.....	14
13.1. Avances.....	14
13.2. Acomptes et soldes.....	14
13.3. Intérêts moratoires.....	14
Article 14 : FACTURATION.....	15
14.1. Mentions obligatoires sur les factures.....	15
14.2. Modalités de transmission des factures.....	15
Article 15 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	16
15.1. Forme des notifications du service bénéficiaire au titulaire.....	16
15.2. Langue.....	16
15.3. Sous-traitance.....	16
15.4. Performance environnementale.....	17
Article 16 : ASSURANCES ET ATTESTATIONS.....	17
16.1. Assurances.....	17

16.2. Respect des dispositions du code du travail.....	17
16.3. E-Attestations.....	17
Le titulaire met ses assurances et attestations à jour sur le site e-attestations : https://www.e-attestations.com/	17
Article 17 : RÉSILIATION ET EXÉCUTION AUX RISQUES ET AUX FRAIS DU TITULAIRE.....	18
17.1. Résiliation du marché.....	18
17.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	18
17.2. Résiliation du marché.....	18
17.2.1. Résiliation pour faute du titulaire.....	18
17.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	19
17.3. Exécution du marché aux frais et risques du titulaire.....	19
Article 18 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	19
18.1. Préambule – précisions terminologiques.....	19
18.2. Description du traitement de données à caractères personnel.....	20
18.3. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD).....	20
Article 19 : LITIGES ET CONTENTIEUX.....	20
Article 20 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	21

Article 1 : PRÉAMBULE

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) chargé de coordonner la passation du marché à procédure adaptée est le Préfet du Loir-et-Cher. L'objet du marché est la maintenance des installations de détection intrusion, vidéoprotection et de contrôle d'accès. Il est chargé de signer et de notifier .

La liste des équipements couverts par le marché figure en annexe 1 de l'acte d'engagement. Elle est susceptible d'évoluer pendant la durée Du marché en fonction des ajouts ou retrait d'équipements.

Article 2 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance des installations de détection d'intrusion, de contrôle d'accès et de vidéoprotection au profit de la Préfecture du Loir-et-Cher. Les services bénéficiaires et les sites concernés par la maintenance figurent en annexe 1 à l'acte d'engagement.

Article 3 : FORME ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en vertu des articles R. 2124-2, R. 2131-16, R. 2152-2, R. 2152-6 et R. 2152-7, R. 2161-6 à R. 2161-11, et R. 2162-1 à R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché est mono-attributaire et la Préfecture du Loir-et-Cher s'assure de la bonne exécution du marché qu'il signe.

Le marché est conclu sans montant minimum ni montant maximum.

Le marché fixe des prestations demandées.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objet du marché et bons de commandes produits, conformément à ses engagements contractuels.

Dans le cadre des interventions correctives notamment et au sens des normes APSAD R81 et R82, le titulaire met en place dans les temps arrêtés au présent marché les actions palliatives suffisantes destinées à permettre à l'équipement d'accomplir même provisoirement tout ou partie de ses fonctions requises, afin de mettre un terme au désordre. La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent marché.

Article 5 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de la présente procédure adaptée sont, par ordre de priorité décroissante en cas de contradiction :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance (cf. DC4) ;
- l'offre technique des titulaires, comprenant l'attestation de confidentialité remise au stade de la candidature.

Le marché est établi en un (1) seul exemplaire original. Il est conservé par l'administration et fait seul foi en cas de contestation.

Article 6 : DURÉE DU MARCHÉ

6.1. Durée Du marché

Le marché a une durée de validité de vingt-quatre (24) MOIS à compter de leur date de notification au titulaire.

Il est reconductible tacitement une fois pour une période de 24 mois maximum La durée globale du marché ne peut pas excéder quarante-huit (48) MOIS à compter de sa date de notification sauf s'il est dénoncé par le pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'établir une date de réception, au plus tard deux (2) MOIS avant la date anniversaire de sa notification. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

La date prévisionnelle de début de démarrage des sites est à sa date de notification.

L'exécution des prestations débute à la date de notification du marché

Article 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1. Notification du marché par le service bénéficiaire

La passation du marché sera déclenchée par le pouvoir adjudicateur.

La notification et le suivi du marché relève également du pouvoir adjudicateur, Il mentionne un responsable de site pour les bâtiments relevant de son périmètre.

Il est conclu sans minimum ni maximum de commande. Les prix figurant à l'acte d'engagement constituent les prix de référence.

7.2. Forme du marché à procédure adaptée

Le marché est un accord cadre. Ainsi, la maintenance préventive et la maintenance curative sont toutes deux déclenchées par bons de commande.

7.3. Bons de commande

Le service bénéficiaire est chargé d'émettre ses bons de commande auprès du titulaire (bons de commande ponctuels correspondant à des demandes de réalisation de prestations correctives et bon de commande annuel pour les prestations dans le cadre de la maintenance préventive forfaitaire).

7.3.1. Maintenance préventive et conduite d'exploitation

Les prestations annuelles de maintenance préventive sont exécutables au titre de l'exécution d'un bon de commande sur la base du marché établi par le service bénéficiaire. Le bon de commande doit clairement stipuler la date d'effet de la prestation, soit sa date de démarrage.

Les dates prévisionnelles de début de démarrage du site seront indiquées par les services qui en ont la charge au niveau du marché.

Les montants des prestations annuelles de maintenance préventive sont établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement (annexe 1).

7.3.2. Maintenance corrective

Les prestations font l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Sur la base des informations produites par le titulaire dans son devis, le bon de commande détaille le prix des pièces détachées et de la main d'œuvre et mentionne la déduction du rabais le plus favorable à l'administration (annexe 2 à l'acte d'engagement).

7.3.3. Contenu du bon de commande

Les bons de commande peuvent être établis par les personnes habilitées à passer la commande ; ils sont datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire par voie dématérialisée.

Les bons de commande comprennent au moins :

- la date du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le n°EJ du marché subséquent ;
- le n°EJ du bon de commande ;
- le n° de service exécutant (exemple : FAC00044) ;
- le site concerné et son poste d'exécution ;
- l'adresse du site concerné et la désignation de la prestation à réaliser et la quantité demandée ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la signature de la personne responsable ;
- et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande s'il est émis avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations commandées.

7.4. Adjonction ou retrait d'équipement en cours d'exécution

À la demande du responsable du pouvoir adjudicateur du marché, un équipement peut être ajouté ou retiré en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, une procédure d'ajout ou de retrait d'équipement pourra atteindre dix pour cents (10%) du montant du marché initial sans qu'il soit nécessaire de vérifier si cette modification est substantielle.

Au-delà de 10% du montant du marché initial, cette procédure ne doit pas entraîner une modification substantielle du marché au sens de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique.

Le montant initial considéré comme la base du calcul ci-dessus sera la somme de la maintenance préventive.

Une opération d'ajout ou de retrait d'équipement se fait sans indemnité d'opération.

Les prestations de maintenance préventive relatives aux installations ajoutées ou retirées seront facturées au *pro rata temporis* du nombre de mois de prise en charge de la maintenance des dits équipements pour la période considérée. Tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

7.5. Retrait de sites et/ou de bâtiments en cours d'exécution

Dans le cas exceptionnel de fermeture ou de déménagement, le titulaire est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site. Dans le cadre de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique et de l'article précédent, une modification viendra le cas échéant extraire les sites et/ou bâtiments concernés. La facturation de la maintenance préventive sera modifiée en conséquence au *pro rata temporis* du nombre de jours à soustraire pour la période considérée.

7.6. Exigences relatives à l'exécution des prestations

A *minima*, devront apparaître le service bénéficiaire (responsable du pouvoir adjudicateur du marché), la référence et la date de la commande, le total TTC en euros.

Cet export annuel ne doit faire apparaître que l'état des consommations de la période annuelle de douze (12) mois échue.

7.6.3. Inventaire quantitatif et qualitatif des installations maintenues

Le titulaire du marché met à la disposition du responsable du pouvoir adjudicateur et des services bénéficiaires, à la date anniversaire de la procédure adaptée, un état des lieux visant à décrire l'état du parc maintenu, tant du point de vue de la quantité des matériels présents que de leur état de vétusté.

Le titulaire liste dans cet inventaire les matériels qui ont fait l'objet d'une réparation ou d'un remplacement.

Article 8 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligation de conseil auprès du service bénéficiaire

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, d'anomalies ou de dangers potentiels au titre de ses prestations. Il est tenu de signaler au service bénéficiaire tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

A l'occasion de contrôles, d'audits ou de réceptions d'ouvrages, diligentés dans les domaines objets du marché, le titulaire pourra être amené à participer à des visites de sites ou des réunions. Le gestionnaire de site en préviendra le titulaire par écrit (courriel, télécopie, lettre) au moins quinze (15) JOURS avant.

8.2. Obligation d'information auprès du service bénéficiaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au service bénéficiaire les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché.

8.3. Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations et documents auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

8.4. Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

De manière générale, les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs de service respectifs ; elles seront portées à la connaissance du titulaire par écrit lors de la notification du marché et ce, autant de fois que nécessaire. Le titulaire acceptera ce règlement et tous les contrôles afférents.

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les locaux de l'administration qu'après avoir été nommément agréés et soumis pendant leur prestation aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. Celle-ci peut retirer son agrément à tout moment sans énoncer ses motifs ; en ce cas, le titulaire est tenu de remplacer son intervenant dans les meilleurs délais.

Le titulaire devra fournir à la personne publique la liste nominative du personnel susceptible d'intervenir sur le site. Cette liste sera mise à jour autant et dès que nécessaire, avant d'être communiquée aux services bénéficiaires concernés.

Le cas échéant, le titulaire devra fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer permanents exigés pour la circulation du personnel sur le site.

Faute d'avoir accompli les démarches nécessaires pour que leurs agents soient autorisés à accéder aux sites selon les règlements édictés par les chefs de service respectifs, les titulaires devront ajourner leurs prestations sans indemnisation.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité peut entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire.

Article 9 : ADMISSION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

9.1. Maintenance préventive

Au vu des vérifications préalables à l'admission, le service bénéficiaire prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché et du bon de commande éventuel. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, l'admission sera effective dans un délai quinze (15) jours à compter de la date de remise du rapport d'intervention de maintenance préventive, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

9.2. Maintenance corrective

Au vu des vérifications préalables à l'admission, le service bénéficiaire prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché et du bon de commande. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission (ou service fait) ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de remise du compte rendu d'intervention, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

9.3. Réception des prestations

À réception de l'intervention, trois décisions peuvent être prises :

- l'admission de la prestation en l'état ;
- le rejet de la prestation en son entier ;
- l'admission partielle de la prestation (ou admission sous réserves), qui donne lieu, soit à un paiement partiel dans l'attente de corrections, soit à une réfaction, c'est-à-dire le paiement du solde diminué des malfaçons ou anomalies constatées lors de la vérification par le service bénéficiaire.

Conformément à l'article 29 du CCAG/FCS, lorsque le service bénéficiaire estime que les prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

9.4. Garantie et délai de garantie

Le délai de garantie est d'un (1) an à compter de la date d'effet de l'admission (hors garantie constructeur de durée supérieure).

Article 10 : PÉNALITÉS

10.1. Régime d'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités suivantes sont applicables sans exonération :

10.2. Pénalités pour retard d'intervention lors de l'opération de maintenance préventive

Tout retard non prévu et non justifié, par rapport au planning et à la date limite figurant sur la fiche d'intervention émise conformément au programme annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire, pourra être sanctionné par une pénalité journalière égale à 30 € par jour ouvré de retard pour le site concerné.

10.3. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations correctives

Tout retard dans les délais prévus pourra être sanctionné par une pénalité de 50€ par heure de retard.

10.4. Retard dans l'établissement d'un devis (Article 2.4.4. du CCTP)

Tout retard dans les délais prévus par le marché pourra être sanctionné par une pénalité de 50€ par jour de retard.

10.5. Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire

Tout retard dans la remise des rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrées, audits de sortie, rapport d'activité annuel et indicateurs visés par le présent contrat, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50€ par jour par bâtiment et par type de document concerné.

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant *a minima* des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités pour retard pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

Toute absence non excusée du titulaire aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôles réglementaires, réunions diligentées par le service gestionnaire technique ou l'administration responsable du marché notifié au titulaire pourra entraîner l'application d'une pénalité de 150€ sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable, à condition qu'il ait été prévenu par écrit au minimum quinze (15) jours calendaires à l'avance.

10.6. Pénalités pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut-être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

10.7. Pénalités pour sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 3 000 € HT pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

Article 11 : PRIX

Les prix du marché sont définitifs et révisables. Ils sont définis dans les annexes financières à l'acte d'engagement du présent marché.

Les prix des visites de maintenance préventive sont établis à l'annexe 1 de l'acte d'engagement .

Les prix des interventions de maintenance corrective sont établis sur la base d'un coût horaire de main d'œuvre et d'un coût de fourniture.

Les prix de fournitures seront établis comme suit :

- par l'application d'un rabais sur les tarifs publics du constructeur ou du fournisseur,
- à défaut par l'application, sur le prix facturé par le fournisseur, d'un coefficient multiplicateur lorsqu'il n'y a pas de tarif public.

Le rabais et le coefficient multiplicateur sont indiqués dans le bordereau de prix.

La personne publique pourra demander au prestataire les justificatifs du prix des fournitures (soit un prix catalogue distributeur, soit une facture de son fournisseur).

Les prix nets de ces prestations devront être facturés aux conditions de prix applicables à la date de réalisation des prestations. Ils ne feront par conséquent pas l'objet de l'application du coefficient de révision de prix.

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire selon les modalités prévues à l'article 12 du présent CCAP.

11.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacements, fournitures et d'élimination des déchets), incluant tous les frais généraux (réunions de préparation, établissement de chiffrage, facturation), impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Ils sont établis en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent marché et les activités de sites ou de zones sensibles ;
- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable du site, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont effectuées.

11.2. Prestations de maintenance préventive

Dans la prestation annuelle, sont compris :

- les prestations de maintenances périodiques annuelles prévues dans la gamme de maintenance ;
- l'assistance lors des actions de contrôles annuels ;
- le conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage tel que défini au présent contrat.

Le montant de la prestation annuelle (annexe 1 à l'acte d'engagement) sera calculé pour chaque bâtiment au regard de l'ensemble des équipements qui y figurent en prenant en compte les dispositions suivantes :

- les frais nécessaires à la mise en place des visites périodiques annuelles ;
- l'assistance aux actions de contrôles annuels, selon la fréquence, le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment (frais de déplacements et main d'œuvre compris) ;
- l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage tel que défini au présent contrat.

11.3. Prestations de maintenance corrective

Ces prestations sont à prix unitaires et sont réglées au titulaire aux conditions suivantes :

- soit, en conditions normales, sur la base d'un bon de commande établi par le responsable de site. Ce bon de commande est rédigé à partir d'un devis élaboré sur la base des taux horaires définis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, intégrant les frais de déplacements et main d'œuvre assujettis ou non aux coefficients multiplicateurs applicables aux taux horaires arrêtés au marché, du rabais le plus favorable à l'administration appliqué sur les pièces, consommables de maintenances et ingrédients, franchise d'intervention déduite ;
- soit, pour les prestations nécessitant une remise en état plus approfondie, sur la base d'un devis établi dans des conditions de prix similaires exposés précédemment (frais, rabais intégrés, taux horaire, franchise déduite) et accepté par le responsable de site. La facture est établie sur la base horaire et du coefficient sur les fournitures, définis dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

11.4. Contenu du devis produit par le titulaire

Le devis, outre les informations financières produites à l'aide des prix et valeurs arrêtés au présent contrat, devra faire figurer *a minima* :

- une date et une référence propre à chaque devis ;
- la référence de la demande d'intervention ainsi que sa date de réception et l'intitulé du service demandeur ;
- la date prévue et la durée estimée pour la réalisation des prestations ;
- le site et l'équipement concerné (adresse géographique et implantation de l'équipement) ;
- la nature détaillée de l'intervention, éventuellement son niveau de complexité, la nature des pièces échangées, etc. ;
- le devis devra clairement faire apparaître la franchise dont bénéficie l'équipement concerné, déduite du montant total ;
- les coordonnées téléphoniques, postales, courriel du titulaire pour prise de contact en vue de procéder à l'acceptation du devis.

Article 12 : RÉVISION DES PRIX

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre qui en découlent, à l'exception des coefficients (coefficients multiplicateurs, coefficient pour pièces ...).

Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes 1 et 2 de l'acte d'engagement est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ». La révision se fait une fois l'an, à la date anniversaire de notification du présent accord-cadre, pour la période contractuelle concernée, selon l'application de la formule suivante, dans laquelle :

$PN = PN-1 \times (ICHTrevTSN / ICHTrevTSN-1)$

où

PN = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

Pour la première révision de prix :

PN-1 = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro"

Pour les révisions suivantes :

PN-1 = Prix révisé pour la période annuelle N-1

ICHTrevTS N-1 = indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au « mois zéro » de l'année N-1 identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/FCS, le coefficient annuel de révision est arrondi arithmétiquement au millième (soit à la troisième décimale) :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Les valeurs des différents paramètres nécessaires sont celles publiées par l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Les prix déterminés par référence aux catalogues publics ne sont pas révisables.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir, un mois avant la date d'anniversaire du marché, au pouvoir adjudicateur, les annexes révisés, en indiquant la formule de révision de prix, le détail des calculs, ainsi que les indices utilisés. Les documents font apparaître les prix initiaux et les prix révisés. Les prix révisés n'entrent en vigueur qu'après validation par le pouvoir adjudicateur.

À défaut de transmission au pouvoir adjudicateur des prix révisés dans un délai d'un mois avant la nouvelle période ou à défaut de réponse écrite dans un délai de 15 jours à compter de l'envoi par le pouvoir adjudicateur d'une demande de correction suite à une erreur de calcul, les prix de la nouvelle période d'application demeureront identiques à ceux de la période précédente.

Les prix révisés ne varient plus jusqu'à la date anniversaire de notification du marché de l'année suivante, date à laquelle ils feront l'objet d'une nouvelle révision.

Article 13 : PAIEMENTS

13.1. Avances

Les modalités de versement de l'avance sont fixées dans le marché ou les bons de commande passés par les services bénéficiaires, conformément aux dispositions des articles R2191- 3 à R2191-9 du code de la commande publique

13.2. Acomptes et soldes

Les prestations commandées via le marché peuvent faire l'objet d'un acompte. Dans le cas contraire, le solde est directement payé déduction faite de l'avance fixée selon les stipulations de l'article 13.1 ci-dessus.

13.3. Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé à trente (30) JOURS maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée (40,00 €).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles clauses d'actualisation, révisions (à la baisse), réfections et pénalités.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) JOURS suivant la mise en paiement du principal.

Article 14 : FACTURATION

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après l'attestation et la certification du service fait par le service bénéficiaire.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

La périodicité de la facturation est déterminée au stade du marché entre le service bénéficiaire et le titulaire. Elle ne peut être supérieure à une périodicité annuelle ni inférieure à une périodicité mensuelle.

14.1. Mentions obligatoires sur les factures

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro d'EJ du marché forfaitaire ou le numéro d'EJ
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- la référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le détail des prestations exécutées ;
- le détail des prix unitaires et les quantités ;
- le montant hors TVA et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

14.2. Modalités de transmission des factures

Les factures afférentes aux prestations sont adressées *exclusivement* sous forme **dématérialisée** sur la plate-forme CHORUS-pro à l'adresse suivante:
<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour enregistrer sa facture sur le site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le marché ou le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE) figurant sur le marché.

Article 15 : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DIVERSES

15.1. Forme des notifications du service bénéficiaire au titulaire

La notification des décisions ou informations du service bénéficiaire qui font courir un délai s'effectue par tous moyens permettant d'attester la date de réception par le titulaire du lot concerné.

15.2. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au service bénéficiaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra le fournir accompagné d'une traduction en français à sa charge qui seule fera foi.

Durant la phase d'exécution du marché, l'ensemble des communications écrites ou orales entre le service bénéficiaire, le titulaire et ses sous-traitants éventuels s'effectuera en français.

15.3. Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG/FCS, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du responsable du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant présenté et l'agrément de ses conditions de paiement.

Afin d'obtenir l'agrément du responsable du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4, téléchargeable sur

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale du sous-traitant ;
- son adresse postale ;
- le montant maximum des sommes à lui verser par paiement direct (à partir de 600,00€ HT par marché subséquent) ;
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix ;
- ses capacités financières et professionnelles.

En particulier, la déclaration des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant remise par le titulaire à l'acheteur comprend nécessairement :

- les certificats de qualification professionnelle (certification APSAD R81 et R82 ou tout équivalent) ;
- la liste des niveaux de qualification, d'habilitation et de certification pour chacun des techniciens intervenants.

Le responsable du pouvoir adjudicateur dispose de vingt-et-un (21) JOURS à compter de la remise de la demande d'agrément pour se prononcer sur la demande d'acceptation du sous-traitant. En l'absence de réponse dans ce délai, le sous-traitant est réputé être accepté par le responsable du pouvoir adjudicateur du marché.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

15.4. Performance environnementale

Les titulaires doivent dans la mesure du possible adopter les pratiques favorables à la réduction de l'émission de gaz polluants ou à effets de serre, en particulier le CO₂, par exemple en formant son personnel à l'écoconduite ou encore en disposant d'une flotte de véhicule de moins de trois ans. Le matériel proposé devra être performant sur le plan énergétique et participer à la réduction des consommations énergétiques.

Article 16 : ASSURANCES ET ATTESTATIONS

16.1. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations au moyen d'une copie du contrat d'assurance et de ses avenants éventuels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/FCS, dans un délai maximal de quinze (15) JOURS calendaires à compter de l'attribution du présent marché et avant tout commencement d'exécution, l'attributaire pressenti, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire s'engage à produire toute nouvelle attestation dans les délais, à échéance de l'attestation couvrant la période considérée et à les transmettre à la Préfecture du Loir-et-Cher. L'absence de communication d'attestation ouvre droit à l'application des pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

16.2. Respect des dispositions du code du travail

Le titulaire met à disposition tous les six (6) MOIS jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant recourt à des salariés détachés, il doit également produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L. 1262-2-1 du code du travail.

16.3. E-Attestations

Le titulaire met ses assurances et attestations à jour sur le site e-attestations : <https://www.e-attestations.com/>

Article 17 : RÉSILIATION ET EXÉCUTION AUX RISQUES ET AUX FRAIS DU TITULAIRE

17.1. Résiliation du marché

17.1.1. Résiliation pour faute du titulaire

Sans préjudice des articles 39, 40 et 41 du CCAG-FCS et conformément à son article 32, le responsable du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier un ou des lot(s) du marché dans les cas suivants :

- retards ou manquements répétés aux obligations du présent cahier des charges ;
- inexactitude ou absence des documents et des renseignements obligatoires prévus par les articles L2141-1 à L2144-7 et R2143-6 à R2143-12 du code de la commande public ;
- défaut d'assurance à jour.

En cas de mise en demeure restée infructueuse, le lot sera résilié aux torts du titulaire, sans droit à indemnisation. Le responsable du pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

17.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation du marché pourra être prononcée par le responsable du pouvoir adjudicateur pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, la résiliation n'ouvrira droit au profit du titulaire du marché à aucune indemnité de résiliation.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire du marché. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

17.2. Résiliation du marché

Le marché peut être résilié dans les conditions suivantes :

17.2.1. Résiliation pour faute du titulaire

Sans préjudice des articles 39, 40 et 41 du CCAG-FCS, en cas de retards ou manquements répétés aux obligations du présent cahier des charges, le service bénéficiaire du marché en avisera le titulaire, par tout moyen utile, et le mettra en demeure de remédier dans un délai raisonnable au(x) problème(s) constaté(s). À défaut, le marché subséquent sera résilié à ses torts sans droit à indemnisation. Le service bénéficiaire se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

17.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Conformément à l'article 42 du CCAG/FCS, le service bénéficiaire peut demander la résiliation du marché pour les raisons suivantes (ces motifs peuvent se cumuler) :

- changement de destination de site ;
- suppression ou cession de site ;
- tout autre motif d'intérêt général justifié.

En ce cas, le service bénéficiaire adressera un courrier recommandé au titulaire dès que possible, et au plus tard deux (2) MOIS avant la date d'effet de sa décision. Le titulaire sera indemnisé à hauteur de 5 % du montant hors taxes de la part non exécutée du marché.

17.3. Exécution du marché aux frais et risques du titulaire

En cas de retard, désordre ou non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire prévus à l'article 45 du CCAG/FCS peut être prononcée indépendamment de la résiliation totale ou partielle du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède un (1) MOIS. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut-être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Article 18 : TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le présent marché comporte un ou des traitement(s) de données à caractère personnel.

18.1. Préambule – précisions terminologiques

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement général sur la protection des données (RGPD) est l'acheteur et les sous-traitants est le titulaire du marché.

La présente clause a pour objet de définir les conditions dans lesquelles chaque titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent contrat, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

18.2. Description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues au présent marché au profit des services bénéficiaires.

Pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre et en cas de besoin avéré, la Plate-forme régionale des achats pourra mettre à la disposition des titulaires les données à caractère personnel suivantes : noms, prénoms, fonction, courriel, téléphone et direction de rattachement des interlocuteurs des services bénéficiaires. La transmission de ces données a pour unique finalité la facilitation de la mise en relation avec les services bénéficiaires et n'autorise en aucun cas un retraitement ou une diffusion en dehors des services concernés des titulaires.

18.3. Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD)

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent.

Article 19 : LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.

Le présent marché est régi par le droit français. Préalablement à tout contentieux, les parties ont la possibilité de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRA de Nantes) et/ou la médiation régionale des entreprises à l'adresse suivante :

Médiateur régional délégué des entreprises

DIRECCTE

12 Place de l'Etape

45000 ORLEANS

Saisir le médiateur par courriel :

02 38 77 69 56

02 47 31 57 72

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges en exécution est :

Tribunal administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS cedex 1

téléphone : +33 2 38 77 59 00

télécopie : +33 2 38 53 85 16

courriel : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Article 20 : DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

Objet de la dérogation	Article du présent CCAP	Article du CCAG/FCS auquel il est fait dérogation
Admission des prestations	Art. 9.1	Art. 30.1
Pénalités	Art. 10.1	Art. 14
Révision des prix (règle d'arrondis)	Art. 12	Art. 10.2.3
Assurance (délai d'attestation)	Art. 16.1	Art. 9.2
Résiliation pour motif d'intérêt général	Art. 17.1.2	Art. 42